"La Propriété intellectuelle emportée par le numérique" Terminal n°102

Gilbet Tosi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economiepublique/8471>

DOI : [10.4000/economiepublique.8471](https://doi.org/10.4000/economiepublique.8471)

ISSN : 1778-7440

Éditeur

IDEP - Institut d'économie publique

Édition imprimée

Date de publication : 20 août 2012

Pagination : 311-314

ISSN : 1373-8496

Référence électronique

Gilbet Tosi, « "La Propriété intellectuelle emportée par le numérique" Terminal n°102 », *Économie publique/Public economics* [En ligne], 22-23 | 2008/1-2, mis en ligne le 12 septembre 2012, consulté le 12 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/economiepublique/8471> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economiepublique.8471>

économie publique public economics

Revue de l'**Institut d'Économie Publique**

Deux numéros par an

n° 22-23 – 2008/1-2

La Propriété intellectuelle emportée par le numérique ?

Terminal n° 102

Gilbert Tosi *

La revue *Terminal* de l'automne-hiver 2008-2009 a consacré son numéro 102 à une question d'actualité, traitée sous l'interrogation suivante : *La Propriété intellectuelle emportée par le numérique ?* Le dossier, présenté par Eric Delamotte, Thomas Lamarche et Jean-Benoît Zimmerman, porte essentiellement sur des questions relatives au droit d'auteur. Montrons, brièvement, comment cette thématique est aujourd'hui, source de vives controverses entre les parties concernées par cette question, qu'ils soient créateurs, intellectuels, simples utilisateurs ou encore décideurs du monde politique.

Nos sociétés connaissent, depuis quelques décennies, de grands bouleversements avec le développement prodigieux de l'économie de l'information, plus généralement, de la connaissance ou de l'immatériel. Dans les années à venir, sans aucun doute, ce que l'on a coutume d'appeler les technologies de l'information et de la communication verront leur place s'affirmer fortement par rapport aux secteurs les plus traditionnels de l'économie. Ces transformations viennent bousculer non seulement les fondements mêmes de la propriété intellectuelle, tout particulièrement dans le domaine littéraire et artistique, mais également son cadre juridique.

Comme souvent, les évolutions techniques, sociales ou économiques sont toujours en avance sur la manière dont le politique gère, au travers de ses directives et de ses lois, la propriété intellectuelle. Face aux nombreux défis de la « société de l'information » et au développement collectif de la création, de l'innovation et de leur diffusion *via* les réseaux numériques, on ne peut que constater la difficile (et controversée) adaptation de la gestion publique de la propriété intellectuelle. Comme le soulignent avec justesse les présentateurs du dossier de *Terminal* : « Or le renouveau, aujourd'hui, d'une dimension collective de l'invention et de l'innovation, dont témoignent des mouvements comme l'*OpenSource*, les *Creative Commons* ou

*. Université d'Aix-Marseille-Gregam.

les *wikis*. . . peut difficilement s'accommoder des cadres traditionnels de protection de la propriété intellectuelle. D'un autre côté, l'explosion d'un phénomène comme le téléchargement de documents, de musiques ou de films, à travers des technologies de *peer to peer*, et ses conséquences sur les industries de l'édition et de l'audiovisuel ont montré à quel point la conception qui, jusqu'ici, prévalait des industries culturelles, était aujourd'hui profondément remise en question. »

En effet, les bouleversements engendrés par l'avènement du numérique ont mis en relief la prévalence de deux mondes (pour ne pas dire deux philosophies) qui coexistent, souvent s'affrontent et se combattent sur le champ de la propriété intellectuelle.

Le premier, celui de la *Cathédrale*¹, est le plus ancien et possède des fondements bien solides. C'est un univers où la propriété individuelle est sacralisée. On le considère souvent comme un système fermé dans lequel l'utilisateur est un consommateur isolé sous contrôle. Ses adeptes et défenseurs estiment que les biens culturels et informationnels peuvent être appropriés absolument et protégés par un cadre juridique adapté.

Au fil du temps, cette sacralisation s'est vue renforcée par l'extension des champs couverts par la propriété : extension de la brevetabilité aux molécules chimiques, aux variétés animales et végétales, aux séquences de gènes, aux logiciels, aux bases de données. . . On assiste également à une extension et un durcissement des mécanismes d'utilisation des biens soumis au droit d'auteur : prolongement de la durée des droits exclusifs après la mort de l'auteur, élargissement des mesures techniques de protection contre le piratage avec les *Digital Rights Management* (DRM). . . On observe enfin, une aggravation de la répression par des mesures pénales et civiles plus sévères (en particulier, certaines dispositions de la loi DADSVI du 1^{er} août 2006 et la récente loi « Création et Internet » du 12 juin 2009).

Au nom de l'efficacité économique, nonobstant les nouvelles technologies de l'information et de la communication, la propriété privée serait ainsi le seul moyen pour les acteurs de faire bon usage des ressources immatérielles. La gestion publique ne peut, selon les partisans de cette vision, que produire du gaspillage. Ce point de vue est remarquablement illustré par un article publié par le biologiste Garrett Hardin², pour qui « la liberté dans les communs apporte la ruine à tous ».

Le deuxième monde est celui du *Bazar*, selon la célèbre expression d'Eric Raymond. Disons qu'il a plutôt la faveur des auteurs qui ont contribué au présent numéro de *Terminal*. La numérisation de l'information, plus généralement de la connaissance, est à la source de ce mouvement. La forme dématérialisée de

1. En référence aux travaux d'Eric Raymond : *La Cathédrale et le bazar*, 1998, trad. Sébastien Blondel.

2. G. Hardin : « The Tragedy of Commons », *Science*, 162, 1968, p. 1243-1268.

la diffusion des œuvres, *via* Internet, comme la musique, les vidéos ou encore les textes imprimés, vient interpellier les modèles économiques traditionnels de la propriété intellectuelle. Grâce à ce média, des millions d'individus peuvent avoir accès gratuitement à un nombre invraisemblable d'œuvres en un temps infinitésimal, si bien que les auteurs et surtout les producteurs et distributeurs de ces biens, y ont vu une importante menace sur leurs droits. Au nom de la préservation de l'avenir de la création, la riposte, comme on le sait, ne s'est pas fait attendre.

Selon ce modèle, on prône le partage des connaissances et des créations à partir du nombre important des utilisateurs. Par cette pratique coopérative, qui est celle des réseaux sociaux, une grande partie de la création leur appartient. Les biens informationnels deviennent ainsi des biens communs dont la valeur augmente avec le nombre d'utilisateurs et dont l'appropriation est désormais collective. L'échange et la copie sont des expressions naturelles de cette pratique. Par exemple, l'architecture des réseaux décentralisés de *peer to peer* ou P2P (d'égal à égal) fonctionne selon ce modèle participatif. Ici, et contrairement au monde de la Cathédrale, les « forces de diffusion » des connaissances l'emportent sur les « forces de l'appropriation ». La gratuité et la socialisation sont ainsi les caractéristiques marquantes de cet univers.

Comme le souligne Philippe Aigrain³, nous avons « deux mondes en un » et « notre présent est gros de ces deux mondes. Ils l'habitent l'un comme l'autre, mais leur cohabitation est si tendue, si explosive, que l'heure des bifurcations arrive... Une cause commune les a mis en mouvement. » Précisément, c'est le développement du numérique qui a modifié l'équilibre social existant. Sans être aussi radical que l'est P. Aigrain, il nous semble cependant que ces deux mondes peuvent coexister de façon pacifique. Mais pour cela, l'émergence d'un nouvel équilibre est nécessaire. À l'ère du numérique, le nouveau compromis passera inéluctablement par la remise en question du modèle économique en cours du paiement à l'acte. Les nouveaux modèles, dont on observe la naissance et la diversité (« licence globale », ventes complémentaires, publicité associée...), devront satisfaire à la fois l'intérêt le plus large du public et les intérêts économiques des créateurs. La plupart des contributions de ce numéro de *Terminal* abordent de façon explicite ce sujet majeur.

Le dossier de *Terminal* n° 102, est décomposé en trois parties intitulées : le basculement, expérimentation, le libre. Il regroupe au total une dizaine d'articles. Les thèmes étudiés vont d'un vibrant appel à un « grenelle du numérique » pour lutter contre le piratage des œuvres sur Internet, aux questions posées, dans le domaine pharmaceutique, de la liberté d'accès aux traitements du sida. Les travaux

3. P. Aigrain : *Cause commune : l'information entre bien commun et propriété*, Fayard, Paris, 2005.

proposés, par leurs grandes qualités de clarté et d'analyse, font que ce numéro de *Terminal* sera, sans aucun doute, une référence incontournable pour tous les chercheurs s'intéressant au domaine de la propriété intellectuelle.